

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE
SOLIDARITÉS ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 5ÈME RAPPORT POUR 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXE AU RAPPORT	6
Annexe - Règlement d'intervention du Coup de pouce énergie	7
PROJET DE DÉLIBÉRATION	10
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	15
Annexe 1 - Appel à projets – « Soutien régional aux actions associatives pour les enfants en précarité et leur famille »	16
Annexe 2 - Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	41
Annexe 3 - Soutien aux services et accueils de jour destinés aux femmes en difficulté	54
Annexe 4 - Innovation sociale - investissement	59
Annexe 5 - Région Île-de-France amie des animaux, volet fonctionnement	64
Annexe 6 - Région Île-de-France amie des animaux, volet investissement	70
Annexe 7 - Réaffectation	73
Annexe 8 - Rectification d'opération	76
Annexe 9 - Avenant à la convention ASP	81
Annexe 10 - Convention de partenariat avec Entourage	89

EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce rapport vise à mettre en oeuvre, pour la cinquième fois en 2023, la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles, **totalisant un montant d'affectation de 546.100€ en fonctionnement et de 217.828€ en investissement.**

1. Mise en oeuvre du fonds régional de solidarité et de soutien aux familles – Fonctionnement

1.1. Appel à projets – « Soutien régional aux actions associatives pour les enfants en précarité et leur famille »

L'appel à projets « Soutien à la parentalité, à l'ouverture socio-culturelle et scolarité pour les enfants en difficulté » vise à soutenir des projets associatifs mettant en oeuvre des actions d'envergure régionale, ou expérimentales à visée d'essaimage régional, pour l'éducation et l'insertion sociale par l'accompagnement personnalisé d'enfants, ou de leur famille, par des adultes bénévoles formés, ou par des salariés spécialisés.

Les projets soutenus portent sur le soutien à la parentalité sur la période de la petite enfance à l'adolescence. Ils intègrent également les pratiques numériques qui modifient le rapport à la scolarité, aux pairs et à la parentalité qui constituent aujourd'hui un enjeu considérable.

La huitième édition de cet appel à projets a été ouverte du lundi 20 mars 2023 au mardi 9 mai 2023.

Le présent rapport a ainsi pour objet d'affecter un montant de **248.000 €** à 12 projets.

1.2. Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux Familles

La Région Île-de-France agit en soutien des actions associatives structurantes pour les franciliens confrontés aux nouvelles précarités de santé et d'isolement social à travers les projets des Transmetteurs, d'Entourage, et de S.O.S Amitié.

Elle encourage aussi le développement des actions de solidarité de proximité du centre social Balzac auprès des franciliens précaires, à l'échelle de plusieurs communes.

Le rapport a pour objet d'attribuer 6 subventions d'un montant total de **260.600 €**, au profit de projets destinés aux populations franciliennes les plus précaires.

2. Aide régionale aux projets en faveur des personnes en situation précaire – Investissement

2.1 Soutien aux services et accueils de jour destinés aux femmes en difficulté

Le rapport a pour objet d'attribuer 2 subventions d'un montant total de **64.828 €** en faveur d'un projet permettant l'accueil et le soutien des femmes souffrant de maladie chronique, et d'un projet renforçant l'estime de soi des femmes en grande précarité.

Ces opérations relèvent de la politique régionale en faveur des services et accueils de jour conduite dans le cadre du Contrat de Plan État-Région 2021-2027 approuvé par délibération n°CR 2022-046 du 6 juillet 2022 relatif à l'adoption du CPER.

Afin de permettre la réalisation de ces affectations, il est proposé d'abonder, à hauteur de 64 828 €, l'action 542003016 « Etablissements et service pour femmes en difficulté », programme RE-424-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », code fonctionnel 424 « personnes en difficulté » du chapitre 904 « santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » à partir de l'action 14200301 « Etablissements et services pour femmes en difficulté » du chapitre 904 « santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 « personnes en difficulté », programme HP 424 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » du budget 2023.

2.2 Dispositif innovant en faveur des personnes en situation précaire

La Région Île-de-France agit fortement en faveur des départs en vacances des franciliens précaires chaque année. Elle est également mobilisée pour aider les associations à maintenir leur qualité d'accueil dans ce cadre. Elle soutient ainsi la rénovation du lieu de vacance, de l'association Les enfants de la terre, destiné à l'accueil des enfants franciliens et la création d'une application numérique du centre social André Malraux pour lutter contre l'isolement social en attribuant 2 subventions en investissement de **53.000 €**.

3. Affectations au titre du Dispositif Région Île-de-France amie des animaux de compagnie

3.1. Volet fonctionnement

La Région Île-de-France s'engage en faveur du bien-être animal et de la lutte contre les abandons. Elle soutient également les projets promouvant les bienfaits de la médiation animale auprès des franciliens vulnérables.

Dans ce cadre, le rapport attribue 2 subventions d'un montant total de **22.500€**.

3.2 Volet investissement

Dans la continuité de l'ambition régionale de valoriser le rôle des animaux auprès des franciliens fragilisés, la Région Île-de-France soutient le projet de ferme thérapeutique de l'hôpital Théophile Roussel de Montesson en attribuant une subvention de **100.000€**.

4. Réaffectation de subvention

Du fait d'erreur matérielle imputable à l'administration, il est proposé de procéder à l'affectation d'une subvention d'autorisations de programme (AP) d'un montant de 15 000 € (2021 IRIS 682577) pour le projet « Promenons-nous dans nos histoires : un projet pour consolider la relation parents-enfants autour de la lecture » au bénéfice de Parents Professeurs Ensemble, la subvention initiale d'AP allouée initialement par la délibération n° CP 2021-405 du 19 novembre 2021 étant caduque.

5. Rectification d'opération

À la suite d'une erreur matérielle, il est proposé de corriger la date de démarrage prévisionnelle de la FP n° EX066156 approuvée par délibération CP 2022-284 du 7 juillet 2022.

Le taux d'intervention et le montant de la subvention régionale restent inchangés.

Il vous est donc proposé d'adopter l'avenant et la fiche projet modifiée, présentés en annexe 9 à la délibération.

6. Coup de pouce énergie – Avenant à la convention ASP et modification du règlement d'intervention pour une mise en conformité

La convention de gestion du dispositif Coup de pouce énergie par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) fait l'objet d'un avenant, sans incidence sur le montant total d'affectation voté par la commission permanente du 1er juin 2023.

Le règlement d'intervention est modifié pour une mise en conformité avec les règles d'usage bancaires.

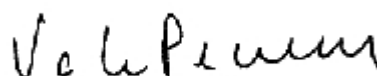
7. Convention de partenariat avec l'association Entourage

L'association Entourage et la Région Île-de-France partagent une ambition et des objectifs communs pour faire de l'Île-de-France un territoire avancé en matière de solidarité citoyenne.

Le présent rapport propose ainsi l'adoption d'une convention de partenariat, pour la période 2023-2026, avec l'association Entourage qui formalise l'engagement à travailler conjointement pour une Région solidaire sur les thématiques de l'insertion, de la lutte contre la grande précarité, des outils pour refaire le collectif autour du sport et des Jeux Olympiques et Paralympiques.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXE AU RAPPORT

Annexe - Règlement d'intervention du Coup de pouce énergie

REGLEMENT D'INTERVENTION

Dispositif « Coup de pouce énergie »

Version consolidée résultant des modifications suivantes :

Sous réserve d'adoption : délibération n°CP 2023-328 du 21 septembre 2023.

I. OBJET

Compte tenu des conséquences économiques et sociales de la crise énergétique actuelle, où la persistance de prix de l'énergie élevés et instables aggrave les effets des crises successives de ces dernières années, et augmente encore les charges financières pour les franciliens les plus vulnérables, notamment les ménages à faibles revenus, la Région Île-de-France s'engage dans la lutte contre les fractures sociales et territoriales dans le cadre du programme de Région solidaire. Le plan REPowerEU de la Commission européenne permet la mobilisation des crédits du Fonds Social Européen pour le soutien des ménages les plus vulnérables. C'est dans ce cadre que la Région met en place le dispositif « Coup de pouce énergie » pour aider les ménages franciliens à faire face à l'augmentation de leurs coûts de consommation d'énergie.

A- Les caractéristiques de l'aide

Nature de l'aide : il s'agit d'une aide forfaitaire faisant l'objet d'un versement unique.

Montant de l'aide : 250€.

Modalités de dépôt de la demande : la plateforme en ligne de l'Agence de Services et de Paiement (ASP) héberge les demandes à partir du 1^{er} juillet 2023 accessible à partir du site en ligne régional depuis une adresse URL.

La plateforme est ouverte jusqu'au 31 octobre 2023 pour une mise en paiement avant le 31 décembre 2023. La date d'ouverture de la plateforme pourra être prolongée pour des raisons techniques.

Les aides sont attribuées par ordre d'arrivée des demandes éligibles et complètes et dans la limite des crédits affectés par la Région pour ce dispositif.

B- Les critères d'éligibilité

Public éligible : foyer fiscal ayant sa résidence principale en Île-de-France et disposant d'un revenu inférieur ou égal à 60 % du revenu fiscal régional médian. Cela correspond à un revenu fiscal de référence par unité de consommation inférieur à 14.802 euros en 2021, soit environ 600.000 bénéficiaires éligibles.

La composition du foyer fiscal se calcule en unités de consommation (UC), de la façon suivante : La première personne du foyer compte pour 1 UC, la deuxième personne du foyer compte pour 0,5 UC, chaque personne supplémentaire du foyer compte pour 0,3 UC.

Selon cette règle, une personne célibataire sans enfant correspond à une unité de consommation. Une famille de 5 personnes correspond à 2,4 unités de consommation.

Les unités de consommation permettent de déterminer l'éligibilité au dispositif « coup de pouce énergie », selon la composition du foyer et les conditions de ressources de ce dernier.

Une personne seule disposant d'un revenu fiscal de référence 2021 inférieur ou égal à 60 % de

24.670 euros, soit 14.802€ est éligible.

Un couple avec trois enfants à charge disposant d'un revenu fiscal de référence 2021 inférieur ou égal à 60% de 59.208€, soit 35.525€ est éligible.

Les demandeurs renseignent dans un formulaire en ligne, géré par l'ASP, les informations suivantes :

- prénoms, nom d'usage, date de naissance, département de naissance, pays de naissance ;
- adresse postale de sa résidence principale ;
- adresse courriel ;
- numéro de télédéclarant fiscal ;
- numéro IBAN SEPA

Pour les demandeurs ne pouvant être identifiés à travers le dispositif FranceConnect, une pièce d'identité est demandée.

Les demandeurs doivent joindre les pièces ci-dessous à l'appui du formulaire :

- l'avis d'imposition de l'année 2021;
- un justificatif de domicile de moins de 3 mois.

Des contrôles de saisies sont réalisés au moment du dépôt de la demande d'aide des bénéficiaires finaux. Le demandeur attestera en acceptant les conditions générales d'utilisation (CGU) que la demande déposée constitue la première et unique demande du ménage. S'il existe une demande déjà déposée et en cours d'instruction ou une aide déjà versée pour un numéro de télédéclarant donné, aucune nouvelle demande ne peut être déposée pour ce même numéro de télédéclarant. Le demandeur est informé du statut de la demande existante.

Un courriel est adressé au demandeur pour accuser réception de sa demande.

II. FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF

La Région confie la gestion du dispositif à l'Agence de Services et de Paiement (ASP). Les modalités de la collecte des demandes, l'instruction de celles-ci ainsi que le versement de l'aide sont précisées dans la convention figurant en annexe 2 de la délibération CP 2023- 239 du 1^{er} juin 2023.

Le dispositif régional « Coup de pouce énergie » intervient en complémentarité du dispositif « chèque énergie » de l'Etat. Il prend fin au 31 décembre 2023.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 21 SEPTEMBRE 2023

MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉS ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 5ÈME RAPPORT POUR 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4221-1 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;

VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale modifiée ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée, « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la « Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité » ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 modifiée relative à la « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 » ;

VU la délibération n°CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée « Région Île-de-France, Région Solidaire » ;

VU la délibération n°CP 2018-063 du 24 janvier 2018 « « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 1ère affectation pour 2018 » ;

VU la délibération n°CP 2018-258 du 4 juillet 2018 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 5e rapport pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 7e rapport pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 « Politique régionale en faveur du Handicap et des MDPH – 5eme affectation pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2019-005 du 24 janvier 2019 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 1^{er} rapport pour 2019 » ;

VU la délibération n° CP 2019-066 du 19 mars 2019, « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 2ème rapport pour 2019 » ;

VU la délibération n°CP 2020-281 du 1er juillet 2020 « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 4ème rapport pour 2020 »

VU la délibération n° CP 2021-057 du 21 janvier 2021 « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 1er rapport pour 2021 » ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021, relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-405 du 19 novembre 2021, « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 5ème rapport pour 2021 » ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 relatif à l'adoption du CPER 2021-2027 ;

VU la délibération n°CP2022-284 du 7 juillet 2022 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarités et de soutien aux familles – 5^{ème} rapport pour 2022 » ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n°CP 2023-155 du 1er juin 2023 portant adoption de la charte ' Diverses dispositions en matière de communication institutionnelle - 2ème rapport 2023.

VU la délibération n° CP 2023-239 du 1^{er} juin 2023, « Coup de pouce énergie » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-328 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à la parentalité, à l'ouverture socio-culturelle et scolarité pour les enfants en difficulté

Décide de participer, au titre du « Fonds régional de soutien et de solidarité aux familles », au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de 12 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 248.000€.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018- 537 du 21 novembre 2018 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 248.000 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté », programme HP 424-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2023.

Article 2 : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

Décide de participer, au titre du dispositif « Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles », au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente

délibération par l'attribution de 6 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 260.600€.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 2018- 537 du 21 novembre 2018 modifiée et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 260.600€ disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté », programme HP 424-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2023.

Article 3 : Affectation en Investissement au titre du dispositif de soutien aux services et accueils de jour destinés aux femmes en difficultés

Décide de participer au financement des projets détaillés en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution de 2 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 64.828 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, de conventions conformes à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 64.828 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté » programme RE 424-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 542003016 « Etablissements et services pour femmes en difficulté » au titre du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021 -2027 , Volet 6 « égalité entre les femmes et les hommes », sous-volet 63 « Sécurité des femmes dans l'espace public et accueil des femmes victimes de violence», projet 6301 « Lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants et égalité femmes-hommes ».

Article 4 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Soutien aux Innovations sociales

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux innovations sociales », au financement des projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de 2 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 53.000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 modifié et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 53.000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté » programme HP 424 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200303 « Actions d'innovation sociale » au titre du budget 2023.

Article 5 : Affectation en fonctionnement au titre du Dispositif Région Île-de-France amie des animaux de compagnie

Décide de participer, au titre du « Dispositif Région Île-de-France amie des animaux de compagnie », au financement des projets détaillés en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution de 2 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 22.500 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec chaque bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type afférente en fonctionnement adoptée par la délibération n° CP2021-057 du 21 janvier 2021 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 22.500 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté », programme HP 424 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2023..

Article 6 : Affectation en investissement au titre du Dispositif Région Île-de-France amie des animaux de compagnie

Décide de participer, au titre du « Dispositif Région Île-de-France amie des animaux de compagnie », au financement du projet détaillé en annexe 6 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 100.000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type afférente en investissement adoptée par la délibération n° CP2021-057 du 21 janvier 2021 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 100.000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté » programme HP 424 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200303 « Actions d'innovation sociale » au titre du budget 2023.

Article 7 : Affectation de crédits suite à erreur matérielle

Décide d'affecter une subvention d'un montant d'autorisation d'engagement d'un montant de 15.000 € au bénéfice de de Parents Professeurs Ensemble pour son projet détaillé en annexe 7 à la présente délibération, disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté », programme HP 424-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2023.

Article 8 : Rectification des dates prévisionnelles de la fiche-projet n° EX066156 adoptée par la délibération CP 2022-284 du 7 juillet 2022

Décide de rectifier la date de démarrage prévisionnelle de la fiche projet n° EX066156 relative à la subvention attribuée au titre du dispositif Innovation sociale lors de la CP 2022-284 du 7 juillet 2022.

Approuve en conséquence la fiche projet correspondante modifiée, ainsi que l'avenant à la convention, figurants en annexe 8 à la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 9 : Coup de pouce énergie – Avenant à la convention ASP

Approuve l'avenant de la convention avec l'Agence de Services et de Paiement (ASP) présenté en annexe 9 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 10 : Coup de pouce énergie – Modification du règlement d'intervention pour mise en conformité

Modifie le règlement d'intervention du dispositif ' Coup de pouce énergie ' adopté par délibération n°CP 2023-239 du 1er juin 2023 ainsi que suit :

Au 6ème alinéa de l'article 1- B, la mention ' numéro IBAN et BIC français ' est remplacée par la mention ' numéro IBAN SEPA '.

Au 9ème alinéa du même article, la mention ' Les adresses postale, fiscale et bancaire doivent être similaires et se situer en Ile de France ' est supprimée.

Article 11 : Convention de partenariat avec Entourage

Approuve la convention de partenariat avec l'association Entourage présentée en annexe 10 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 12 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Appel à projets – « Soutien régional aux actions associatives pour les enfants en précarité et leur famille »

DOSSIER N° EX073681 - Enfants - Tous parents

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)

Délibération Cadre : CR 23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	146 340,00 € TTC	12,30 %	18 000,00 €
Montant total de la subvention			18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POUR L AIDE A LA PARENTALITE RESEAU DES PARENTS
Adresse administrative : 18 RUE JEANNE D'ARC
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE POIDATZ, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : conduire le projet Tous parents

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux de ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Depuis 2016, l'association déploie un réseau local de parents en partenariat avec les villes des Yvelines et des Hauts-de-Seine.

Ce réseau innovant dans sa forme consiste en une offre de formations, d'accompagnements à la parentalité et une animation locale. Dans chaque ville, le programme d'action de soutien à la parentalité est réalisé en concertation avec les acteurs sociaux-éducatifs de la ville.

Deux animateurs engagés par l'association coordonnent et organisent le programme en lien avec la mairie. Ils accueillent, écoutent et orientent les parents en demande dans le domaine éducatif et familial.

Les thèmes abordés sont l'accompagnement des enfants à la vie scolaire, la gestion des écrans, l'estime de soi, les enfants DYS, la vie des bébés, la prévention de la pornographie, le harcèlement, les ados, le handicap.

En 2023, 7 villes des Hauts-de-Seine et des Yvelines bénéficient de ce service. En 2022, 893 parents ont participé à l'une des 47 actions de formation à l'éducation.

Environ 900 Franciliens en demande de soutien devraient bénéficier de ce projet.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- YVELINES
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	25 100,00	17,15%
Charge locatives et de copropriété	1 900,00	1,30%
Etudes et recherches	1 150,00	0,79%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	59 970,00	40,98%
Publicité, publications, relations publiques	2 000,00	1,37%
Déplacements, missions et réceptions	2 500,00	1,71%
Frais postaux et de télécommunications	2 100,00	1,44%
Rémunérations chargées du personnel	51 620,00	35,27%
Total	146 340,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	18 000,00	12,30%
Subvention Département	36 000,00	24,60%
Subvention Commune	28 000,00	19,13%
Ministère	10 000,00	6,83%
Fonds propres/produits d'exploitation	54 340,00	37,13%
Total	146 340,00	100,00%

DOSSIER N° EX074318 - Enfants - accompagnement des familles précaires à l'usage éducatif des écrans

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)

Délibération Cadre : CR 23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	46 676,00 € TTC	21,42 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMMAUS CONNECT FONDATEUR ABBE
PIERRE
Adresse administrative : 71 RUE ARCHEREAU
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CHARLOTTE BOUGENAU, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : conduire l'action Parentalité et numérique

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux de ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

En Île-de-France, les familles monoparentales ont un niveau de vie près de 25% inférieur au niveau de vie médian et sont 25,3% à être en situation de pauvreté.

Dans un contexte de corrélation entre le niveau de revenus, de diplôme, et l'exclusion numérique, certaines familles précaires se trouvent aujourd'hui en difficulté pour suivre la scolarité de leurs enfants depuis que les outils de suivi ont été largement dématérialisés.

Pour cela, Emmaüs Connect propose de déployer 8 parcours d'accompagnement aux compétences numériques de base enrichis de séances dédiées à la parentalité et au numérique afin de permettre aux parents et/ou responsables de familles monoparentales de suivre en autonomie la scolarité de leurs enfants.

L'action se déroulera en Essonne, Paris, Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis.

L'action bénéficiera à 48 parents, franciliens précaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Publicité, publications, relations publiques	1 500,00	3,21%
Rémunérations du personnel	27 983,00	59,95%
Charges de personnel	17 193,00	36,83%
Total	46 676,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	21,42%
Subvention Département	8 000,00	17,14%
Organismes sociaux	24 000,00	51,42%
Fonds propres/produits d'exploitation	4 676,00	10,02%
Total	46 676,00	100,00%

DOSSIER N° EX074624 - Enfants - Lieux d'écoute pour parents en Île-de-France

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)

Délibération Cadre : CR 23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	419 465,00 € TTC	3,58 %	15 000,00 €
Montant total de la subvention			15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CITHEA FAMILLE ET PROFESSIONNEL
CENTRE INTERVENTION
THERAPEUTIQUE ET ACCOMPAGNEMENT

Adresse administrative : 43 RUE DE CHARENTON
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Virginie FOUCHET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : animer des lieux d'écoute pour parents en Île-de-France

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux de ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

L'atelier des familles consiste dans différentes communes (Paris 15, Vitry-sur-Seine, Evry) en un lieu d'accueil libre et ouvert pour les familles. Il permet de mettre en place du soutien à la parentalité, des ressources pour les parents ainsi que des moyens d'écouter et accompagner les enfants et adolescents.

La subvention demandée a pour objet d'accroître le nombre de lieux d'accueil.

1200 enfants, jeunes et parents franciliens précaires sont susceptibles de bénéficier de cette action. Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	55 000,00	13,11%
Locations immobilières et mobilières	16 500,00	3,93%
Publicité, publications, relations publiques	2 500,00	0,60%
Frais postaux et de télécommunications	500,00	0,12%
Rémunérations du personnel	344 965,00	82,24%
Total	419 465,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	15 000,00	3,58%
Subvention Commune	5 000,00	1,19%
Ministère	150 000,00	35,76%
Organismes sociaux	235 000,00	56,02%
Aide privée	14 465,00	3,45%
Total	419 465,00	100,00%

DOSSIER N° EX074627 - Enfants - Une rentrée scolaire réussie pour tous

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)

Délibération Cadre : CR 23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	98 550,00 € TTC	35,51 %	35 000,00 €
Montant total de la subvention			35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECOURS CATHOLIQUE

Adresse administrative : 106 RUE DU BAC
75341 PARIS 7E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Véronique DEVISE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : conduire le projet Une rentrée sans galère réussie pour tous

Dates prévisionnelles : 1 avril 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux de ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le Secours Catholique de Seine-Saint-Denis accompagne depuis 2012 les familles en situation de précarité autour de la rentrée scolaire. C'est un moment crucial pour les enfants, mais qui impacte très fortement le budget des familles, particulièrement en Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre et le plus jeune de France.

En 2020, la délégation a mis en place 4 boutiques éphémères de fournitures. Les familles peuvent y choisir elles-mêmes des fournitures de bonne qualité et à prix minime pour leurs enfants. L'action s'est étendue à 8 équipes en 2021 et 15 en 2022, soutenant 977 enfants. Elle est redéployée en 2023 avec 8 boutiques couvrant à chaque fois deux territoires.

Le projet Rentrée sans galère comprend 4 volets en 2023 : commissions de rentrée scolaire, 8 boutiques éphémères, soutien au paiement de l'assurance scolaire, soutien à la pratique sportive et culturelle (expérimentation sur ce second aspect).

2086 Franciliens en situation de précarité résidant majoritairement en Seine-Saint-Denis et dans les

départements limitrophes sont susceptibles de bénéficier de projet, .
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats - Matières premières et fournitures	16 000,00	16,24%
Achats - Fournitures non stockables (eau, énergie...)	53 000,00	53,78%
Charge locatives et de copropriété	6 000,00	6,09%
Transports de biens et transports collectifs du personnel	1 600,00	1,62%
Rémunérations chargées du personnel	18 120,00	18,39%
Impôts et taxes liés au projet (hors amendes et autres pénalités)	3 830,00	3,89%
Total	98 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	35 000,00	35,51%
Ministère	40 000,00	40,59%
Aide privée (MAE)	6 000,00	6,09%
Fonds propres/produits d'exploitation	17 550,00	17,81%
Total	98 550,00	100,00%

DOSSIER N° EX074639 - Enfants - Soutien à la parentalité au sein de familles en situation de précarité

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)

Délibération Cadre : CR 23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	65 000,00 € TTC	42,86 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL REGIONAL I D F DU SPF

Adresse administrative : 6 PASSAGE RAMEY
75018 PARIS 18

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Olivier GRINON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : apporter un soutien à la parentalité au sein de familles en situation de précarité par différents moyens : accompagnement scolaire, sorties culturelles, ateliers artistiques et soutien matériel

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 31 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux de ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Pour que la pauvreté ne soit plus un héritage, le Secours populaire accompagne les enfants des familles précaires par diverses actions :

* Soutien à la scolarité : cours collectif ou individuel, achat de fourniture scolaire, aide au financement des cantines scolaires...

* Soutien à l'ouverture socio-culturelle : organisation de sortie en famille, ateliers de sensibilisation et promotion de la protection de l'enfance par le 7ème art, sorties/ateliers culturelle pour les jeunes voir très jeunes enfants (maternelle)...

* Soutien à la parentalité : temps d'échanges pour parents sur des sujets liés à l'éducation (le rapport aux écrans, la scolarité et l'orientation, l'alimentation, le harcèlement scolaire...)

Tous ces axes permettent au Secours populaire de soutenir les parents et leurs enfants par le biais de la scolarité mais aussi par la découverte des activités de culture, loisirs, sport, etc, et donc de réduire au maximum les inégalités, notamment sur les savoirs implicites.

175 bénévoles sont mobilisés pour réaliser cette action, qui concerne 2970 parents, enfants et jeunes franciliens en situation de précarité en Île-de-France.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats - Fournitures et petit équipement	11 798,28	18,15%
Achats - Fournitures non stockables (eau, énergie...)	246,32	0,38%
Achats de marchandises	13 855,14	21,32%
Locations immobilières et mobilières	1 015,74	1,56%
Charge locatives et de copropriété	3 968,99	6,11%
Etudes et recherches	846,87	1,30%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	837,98	1,29%
Publicité, publications, relations publiques	508,63	0,78%
Transports de biens et transports collectifs du personnel	5 459,58	8,40%
Déplacements, missions et réceptions	17 124,27	26,35%
Frais postaux et de télécommunications	50,79	0,08%
Rémunérations du personnel	5 605,77	8,62%
Charges de personnel	3 124,78	4,81%
Impôts et taxes liés au projet (hors amendes et autres pénalités)	556,86	0,86%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	30 000,00	46,15%
Organismes sociaux	5 586,55	8,59%
Aide privée	1 142,70	1,76%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes de marchandises, de produits finis, prestations de ser	28 270,75	43,49%
Total	65 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX074642 - Enfants - Accompagnement à la scolarité, à l'orientation et à l'insertion professionnelle des jeunes et des familles

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)

Délibération Cadre : CR 23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	26 280,00 € TTC	30,44 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARPEJ 78 ACCOMPAGNER VERS LA
REUSSITE LES PARENTS ET JEUNES
Adresse administrative : 2 RUE DE L'ECOLE DES POSTES
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Antoine ROUSSELIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement des familles à la scolarité, à l'orientation et à l'insertion professionnelle

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

L'ARPEJ développe auprès des jeunes et familles des quartiers défavorisés de Versailles un accompagnement scolaire personnalisé de haute qualité et innovant, en veillant à répondre aux divers besoins des jeunes et de leurs familles.

Pour l'année scolaire 2023-2024, l'association entend développer et renforcer l'accompagnement des intervenants, l'accueil de 102 jeunes franciliens et le soutien des parents dans l'apprentissage de la langue française.

Deux nouveaux objectifs se déclinent en 2023 avec l'augmentation de l'accueil des apprenants des lycées et l'organisation de sorties culturelles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats - Fournitures et petit équipement	1 400,00	5,33%
Achats - Fournitures non stockables (eau, énergie...)	600,00	2,28%
Locations immobilières et mobilières	15 800,00	60,12%
Charge locatives et de copropriété	1 200,00	4,57%
Personnel extérieur (intérim, consulting notamment)	2 600,00	9,89%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 500,00	9,51%
Déplacements, missions et réceptions	300,00	1,14%
Frais postaux et de télécommunications	880,00	3,35%
Rémunérations du personnel	1 000,00	3,81%
Total	26 280,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	8 000,00	30,44%
Subvention Commune (Versailles)	2 500,00	9,51%
Dons de particuliers	7 430,00	28,27%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes de marchandises, de produits finis, prestations de ser	8 350,00	31,77%
Total	26 280,00	100,00%

DOSSIER N° EX074648 - Enfants - Ateliers ludoéducatifs pour les enfants de moins de 3 ans vivant en centre d'hébergement

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)

Délibération Cadre : CR 23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	132 457,00 € TTC	15,10 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHEMINS D'ENFANCES

Adresse administrative : 84 RUE DU LYCEE
92330 SCEAUX

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Julie DUTERTRE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser des ateliers ludoéducatifs pour renforcer les liens intrafamiliaux et favoriser l'éveil des enfants de moins de 3 ans vivant en centre d'hébergement

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux de ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Depuis 9 ans, l'association propose des ateliers ludoéducatifs hebdomadaires, pour les enfants de 6 à 12 ans qui vivent dans des structures d'hébergement d'urgence. A travers cette expérience terrain éprouvée dans de nombreux contextes, l'association a constaté que les parents exprimaient régulièrement, de façon informelle, un besoin d'accompagnement au-delà de l'intervention auprès de leurs enfants. De plus, les conditions de vie précaires, fragilisant l'équilibre familial, rendent difficiles les relations parentales.

En 2021 un programme est ainsi né autour du soutien à la parentalité et de l'intégration du jeu dans la famille pour renforcer l'autonomie des parents et les liens intrafamiliaux.

L'objectif de la subvention vise à transférer des compétences aux professionnels de la petite enfance et du médico-social qui encadrent les structures d'urgence, animer des ateliers de jeu parents / enfants hebdomadaires d'une durée de 2h et mettre en place des ateliers trimestriels favorisant les échanges entre parents afin de favoriser les échanges et la pair-aidance.

3200 Franciliens, membres de familles en grande difficulté, sont susceptibles de bénéficier de cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 000,00	3,02%
Locations immobilières et mobilières	19 000,00	14,34%
Etudes et recherches	100,00	0,08%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 200,00	0,91%
Publicité et missions-réceptions	2 060,00	1,56%
Frais postaux et de télécommunications	588,00	0,44%
Rémunérations du personnel	105 009,00	79,28%
Impôts et taxes liés au projet (hors amendes et autres pénalités)	500,00	0,38%
Total	132 457,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	20 000,00	15,10%
Ministère	7 523,00	5,68%
Organismes sociaux	18 000,00	13,59%
Aide privée	40 934,00	30,90%
Fonds propres/produits d'exploitation	46 000,00	34,73%
Total	132 457,00	100,00%

DOSSIER N° EX074653 - Enfants - Ateliers de guidance parentale pour familles en situation de grande précarité

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)

Délibération Cadre : CR 23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	154 000,00 € TTC	12,99 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAPOTO PARENTALITE POUR TOUS

Adresse administrative : 24 RUE D'AUMALE
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Nadège SEVERAC, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : conduire des ateliers de guidance parentale pour familles en situation de grande précarité

Dates prévisionnelles : 1 avril 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux de ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

L'association organise des ateliers de guidance parentale, réalisés à partir de supports numériques autoproduits, qui permettent aux parents d'échanger dans le cadre d'ateliers animés de façon bienveillante et confidentielle, sur les problématiques du jeune enfant, au regard des points d'attention révélés par les recherches récentes en neurosciences pendant la période cruciale des 1000 premiers jours.

D'avril 2022 à avril 2023, grâce notamment à un soutien de la Région Ile de France, le programme « les besoins fondamentaux du jeune enfant » a ainsi accompagné plus de 550 familles sur plusieurs territoires (La Courneuve, Sevan, Paris, la communauté d'agglomération Melun Val de Seine).

En 2023, l'association envisage d'intervenir auprès de familles hébergées en hôtel social, d'enfants de personnes détenues, en PMI ou centres sociaux de 9 villes de 5 départements franciliens.

450 parents en situation en grande précarité résidant en Île-de-France sont susceptibles de bénéficier de cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 800,00	1,17%
Locations immobilières et mobilières	3 000,00	1,95%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	55 000,00	35,71%
Rémunérations chargées du personnel	94 200,00	61,17%
Total	154 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	20 000,00	12,99%
Subvention Département	17 000,00	11,04%
Subvention Commune	24 000,00	15,58%
Ministère	2 000,00	1,30%
Organismes sociaux	25 000,00	16,23%
Aide privée	56 000,00	36,36%
Fonds propres/produits d'exploitation	10 000,00	6,49%
Total	154 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX074670 - Enfants - Soutien au développement des enfants par la diffusion du jeu et de la lecture au sein de quartiers sensibles

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)

Délibération Cadre : CR 23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	383 500,00 € TTC	5,22 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PPE PARENTS PROFESSEURS
ENSEMBLE
Adresse administrative : 23 RUE EDOUARD MANET
92190 MEUDON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Justine FESNEAU, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir le développement d'enfants par la diffusion du jeu et de la lecture au sein de quartiers sensibles

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux de ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

La surexposition aux écrans des enfants de moins de 6 ans nuit à leur capacité de développement et hypothèque leur réussite à l'école. Or la précarité éducative liée à ces enjeux touche plus gravement les familles les plus vulnérables et accentue dès le plus jeune âge l'inégalité des chances.

Pour bénéficier des bienfaits du jeu et des histoires, l'association déploie des actions à destination des enfants, leurs parents, et des adultes qui les entourent au quotidien, principalement dans des quartiers défavorisés. L'action a lieu au sein des crèches (auxiliaires de puériculture et de crèche, éducateurs de jeunes enfants), des centres sociaux et des centres de loisirs (animateurs).

Le projet se déroule dans les Hauts-de-Seine, le Val-d'Oise, la Seine-Saint-Denis et les Yvelines auprès de familles précaires.

4000 enfants et 2500 familles en situation de précarité sont ainsi susceptibles de bénéficier de cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats - Matières premières et fournitures	3 860,00	1,01%
Achats de marchandises	32 310,00	8,43%
Locations immobilières et mobilières	28 800,00	7,51%
Etudes et recherches	960,00	0,25%
Personnel extérieur et rémunération d'intermédiaires	154 010,00	40,16%
Publicité, publications, relations publiques	2 640,00	0,69%
Déplacements, missions et réceptions	24 940,00	6,50%
Frais postaux et de télécommunications	685,00	0,18%
Rémunérations chargées du personnel	123 405,00	32,18%
Impôts et taxes liés au projet (hors amendes et autres pénalités)	1 890,00	0,49%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	10 000,00	2,61%
Total	383 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	20 000,00	5,22%
Subvention Département	16 000,00	4,17%
Subvention Commune	15 000,00	3,91%
Organismes sociaux	51 000,00	13,30%
Aide privée	172 000,00	44,85%
Fonds propres/produits d'exploitation	109 500,00	28,55%
Total	383 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX074743 - Enfants - Groupe de paroles destinés à des parents

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)

Délibération Cadre : CR 23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	112 530,00 € TTC	17,77 %	20 000,00 €
Montant total de la subvention			20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERA ECOUTER REFLECHIR ET AGIR

Adresse administrative : 12 RUE EMILE CORDON
93400 SAINT-OUEN

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame FLORA ROMIEU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre de groupe de paroles de parents

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

L'association a été créée il y a treize ans dans le but d'apporter une démarche socio-éducative complémentaire à la scolarité et en faveur des enfants et des familles rencontrant des difficultés socio-économique et éducatives.

L'association met ainsi en place une rencontre de parents au sein de chaque territoire tous les 15 jours ainsi qu'un réseau d'écoute et d'accompagnement. Elle travaille avec les médiateurs sociaux, les animateurs et un psychologue autour des objectifs suivants :

- 1/ Animer un groupe de parole à destination des parents sur les difficultés socioéducatives,
- 2/ Programmer des séances de médiation parents-enfants sur les conflits découlant de l'échec ou du décrochage scolaire,
- 3/ Former les parents sur les techniques de communication, les outils numériques et des réseaux sociaux pour leur permettre de suivre l'évolution de leur enfants.
- 4/ Sensibiliser les parents aux comportements déviants pouvant accentuer la rupture de dialogue avec l'enfant.

Ce projet concerne 180 parents et plus de 200 enfants au sein de quartiers prioritaires de la ville à l'échelle de 4 communes de 4 départements franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats - Fournitures	1 800,00	1,60%
Achats - Fournitures non stockables (eau, énergie...)	3 540,00	3,15%
Locations immobilières et mobilières	12 600,00	11,20%
Etudes et recherches	4 320,00	3,84%
Personnel extérieur (intérim, consulting notamment)	5 200,00	4,62%
Publicité, publications, relations publiques	3 200,00	2,84%
Frais postaux et de télécommunications	1 870,00	1,66%
Rémunérations du personnel	54 300,00	48,25%
Charges de personnel	25 700,00	22,84%
Total	112 530,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	20 000,00	17,77%
Subvention Département (CD93)	30 000,00	26,66%
Subvention Commune (Saint-Ouen)	12 000,00	10,66%
Organismes sociaux (CAF)	25 500,00	22,66%
Aide privée (Fondation Harmonie Mutuelle)	4 500,00	4,00%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes de marchandises, de produits finis, prestations de ser	20 530,00	18,24%
Total	112 530,00	100,00%

DOSSIER N° EX074745 - Enfants - Accompagnement de 350 familles en difficulté et leurs enfants

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)

Délibération Cadre : CR 23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	194 804,00 € TTC	8,73 %	17 000,00 €
Montant total de la subvention			17 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS PARRAINS PAR MILLE
Adresse administrative : 31 RUE PLANCHAT
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DELPHINE CHAIX, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagner 350 familles en difficulté et leurs enfants, dont certains en situation de handicap, en Île-de-France

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux de ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

En 2023, Parrains Par Mille élargit son champ d'action pour accompagner les familles et leurs enfants les plus vulnérables et isolés en Île-de-France. Ce projet d'accompagnement global est composé de plusieurs actions à destination des filleuls et de leurs familles :

- l'accompagnement de 300 parrainages-mentorats d'enfants et jeunes de 3 à 18 ans vivant en famille et résidant en Île-de-France ;
- l'ouverture des programmes de parrainage-mentorat aux enfants et jeunes en situation de handicap pour faciliter leur épanouissement et insertion dans la société et soutenir leurs familles et aidants familiaux ;
- l'accent mis sur "l'aller vers" grâce à l'antenne mobile (un van aménagé) permettant d'aller à la rencontre des publics les plus isolés et de les sensibiliser au parrainage-mentorat, notamment dans les zones franciliennes les plus vastes et avec de forts enjeux de mobilité (ex : la Seine-et-Marne) ;
- la remobilisation des jeunes isolés et/ou décrocheurs grâce à "Run Par Mille", le programme Parrains Par Mille de mentorat par le sport conçu pour remobiliser les jeunes en quête de repères et les aider à redevenir acteurs de leurs projets personnels, scolaires et/ou professionnels.

930 Franciliens, enfants et adolescents précaires, dont certains en situation de handicap, et leurs familles sont susceptibles de bénéficier de ce projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats - Fournitures et petit équipement	2 400,00	1,23%
Locations immobilières et mobilières et charges locatives	24 900,00	12,78%
Publicité, déplacements, missions	1 500,00	0,77%
Frais postaux et de télécommunications	900,00	0,46%
Rémunérations du personnel chargées	153 788,00	78,94%
Impôts et taxes liés au projet (hors amendes et autres pénalités)	11 316,00	5,81%
Total	194 804,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	17 000,00	8,73%
Subvention Département	96 500,00	49,54%
Ministère	31 500,00	16,17%
Organismes sociaux	30 000,00	15,40%
Aide privée	19 804,00	10,17%
Total	194 804,00	100,00%

DOSSIER N° EX074746 - Enfants - Déploiement du programme de mentorat éducatif auprès d'enfants en fragilité en grande couronne

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)

Délibération Cadre : CR 23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	655 000,00 € TTC	5,34 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DE LA FONDATION
ETUDIANTE POUR LA VILLE
Adresse administrative : 221 RUE LA FAYETTE
75010 PARIS 10
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nathalie MENARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : déployer un programme de mentorat éducatif auprès d'enfants en fragilité, en grande couronne

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux de ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

L'Afev propose un mentorat basé sur une relation interpersonnelle d'accompagnement, de soutien, une relation bénévole, sur le moyen/long terme et basée sur l'apprentissage mutuel. Son objectif est de favoriser l'autonomie et le développement de la personne accompagnée en établissant des objectifs évolutifs et adaptés à chaque individu.

Après un doublement du nombre d'enfants accompagnés en 2021-2022, l'Afev poursuit la démarche développée en 2022-2023.

En 2023-24, il s'agira de maintenir et renforcer son action au vu des besoins identifiés et des sollicitations émises par les partenaires opérationnels, avec un objectif de 2100 accompagnements.

Pour ce faire, l'Afev sollicite un financement de la Région Ile-de-France, en particulier sur les territoires de grande couronne et auprès de jeunes en primaire et en situation de grande fragilité.

7350 enfants et collégiens en difficulté sociale et scolaire, résidant à Paris et dans les départements de grande couronne, ont susceptibles de bénéficier de cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats - Petit équipement et fournitures	12 800,00	1,95%
Locations immobilières et mobilières	37 000,00	5,65%
Charge locatives et de copropriété	2 000,00	0,31%
Etudes et recherches	500,00	0,08%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	19 000,00	2,90%
Publicité, publications, relations publiques	13 000,00	1,98%
Transports de biens et transports collectifs du personnel	18 000,00	2,75%
Déplacements, missions et réceptions	23 700,00	3,62%
Frais postaux et de télécommunications	9 000,00	1,37%
Rémunérations chargées du personnel	520 000,00	79,39%
Total	655 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	35 000,00	5,34%
Subvention Département	150 000,00	22,90%
Subvention Commune	148 000,00	22,60%
Ministère	144 000,00	21,98%
Organismes sociaux	32 500,00	4,96%
Aide privée	134 000,00	20,46%
Fonds propres/produits d'exploitation	11 500,00	1,76%
Total	655 000,00	100,00%

Annexe 2 - Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

DOSSIER N° EX073738 - Soutien aux médecins retraités engagés auprès des Franciliens précaires

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES TRANSMETTEURS
Adresse administrative : 14 RUE DU COMMANDEUR
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Xavier EMMANUELLI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir l'engagement des médecins retraités en faveur des plus précaires

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

L'objectif principal du projet de l'association "Les transmetteurs" est de permettre aux personnes vulnérables, isolées, en situation de précarité de devenir acteur de leur santé en échangeant avec des médecins retraités sur des sujets de santé publique mais aussi de lever les freins pour aller vers les structures de soin.

Il s'agit d'aller vers les plus précaires (jeunes en quartier prioritaire, personnes âgées en résidence sociale ou résidence autonomie, hommes et femmes en situation de rue ou hébergées dans des centres d'hébergement de réinsertion sociale) afin de proposer :

- des consultations gratuites ou orientation vers des structures adaptées
- des ateliers santé : créer des espaces d'écoute et d'échange portant sur les besoins du public.

Les bénéficiaires sont tant des seniors, des enfants, des jeunes que des personnes sans abris.

Les interventions sont prévues à Paris, Yvelines, Seine-Saint-Denis, Val d'Oise et Val de Marne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- YVELINES
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	4 000,00	4,00%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	20 000,00	20,00%
Communication, publications, relations publiques - Fonctionnement	4 500,00	4,50%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises) - Fonctionnement	54 200,00	54,20%
Personnel extérieur (intérim, intermédiaires et honoraires) - Fonctionnement	12 000,00	12,00%
Déplacements, missions et réceptions - Fonctionnement	3 000,00	3,00%
Frais postaux et de télécommunications - Fonctionnement	2 300,00	2,30%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	50,00%
Département	5 000,00	5,00%
Ministère	20 000,00	20,00%
Aide privée	20 000,00	20,00%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes marchandises, produits finis, prestations de service)	5 000,00	5,00%
Total	100 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX075078 - Soutien à S.O.S Amitié Paris île-de-France face aux nouvelles vulnérabilités

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	87 195,00 € TTC	32,11 %	28 000,00 €
	Montant total de la subvention		28 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOS AMITIE PARIS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 7 RUE HEYRAULT
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Laurent LE BOTERVE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir l'action de S.O.S Amitié Paris Île-de-France face aux nouvelles vulnérabilités

Dates prévisionnelles : 15 mai 2023 - 14 mai 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses

Description :

Au fil des crises qui se sont succédé depuis fin 2018, l'association S.O.S Amitié Paris Île-de-France prend la mesure des nouvelles fractures sociétales. La typologie des "appelants" s'est modifiée. Une vague de nouveaux profils s'est manifestée avec la pandémie, provoquant une augmentation de 30 % des appels. Ainsi se manifestent des personnes sans problèmes majeurs jusqu'alors, des adultes en activité professionnelle, des jeunes étudiants ou adolescents mais aussi des commerçants et artisans en difficulté.

L'association souhaite ainsi améliorer la qualité de son accueil en recensant la typologie des personnes bénéficiaires, en concevant des contenus de formation adaptés, tout en recrutant et formant de nouveaux bénévoles. Il s'agit aussi de renforcer la formation des écoutants.

Le soutien régional permettra de prendre en charge 12.000 appels de personnes en situation de vulnérabilité et/ou de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	1 416,00	1,62%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	13 003,00	14,91%
Communication, publications, relations publiques - Fonctionnement	6 000,00	6,88%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises) - Fonctionnement	48 992,00	56,19%
Personnel extérieur (intérim, intermédiaires et honoraires) - Fonctionnement	17 784,00	20,40%
Total	87 195,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	28 000,00	32,11%
Département (CD92, CD94)	10 000,00	11,47%
Commune et groupement de collectivités (Boulogne-Billancourt, Evry, Paris)	8 695,00	9,97%
Etat (ARS, FDVA)	40 500,00	46,45%
Total	87 195,00	100,00%

DOSSIER N° EX075512 - Soutien des actions du centre social Balzac en faveur des personnes vulnérables du Val-de-Marne

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	159 500,00 € TTC	18,81 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE SOCIAL BALZAC
Adresse administrative : 7 RUE OLYMPES DE GOUGES
94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Thérèse HERCULE - PREZEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir l'action du centre social Balzac en faveur des personnes vulnérables du Val-de-Marne

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses

Description :

Au regard des constats sur la période post-pandémie, le centre social Balzac a fait un diagnostic sur les problématiques rencontrées par leurs bénéficiaires et a mis en place un plan d'action en 5 axes : l'accompagnement social pour l'accès aux droits et l'aide administrative, l'insertion économique, la précarité numérique, la lutte contre l'isolement, la distribution alimentaire et l'aide aux vacances.

L'objectif de la structure est de densifier et de développer l'ensemble des actions auprès de 700 Val-de-Marnais.

Les publics visés sont issus des villes de Vitry, Ivry, Choisy, Thiais, Orly, Villejuif, mais la majorité est issue du QPV Balzac et les quartiers environnants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	31 400,00	19,69%
Communication, publications, relations publiques - Fonctionnement	3 000,00	1,88%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises) - Fonctionnement	86 800,00	54,42%
Personnel extérieur (intérim, intermédiaires et honoraires) - Fonctionnement	18 000,00	11,29%
Transports de biens et transports collectifs du personnel - Fonctionnement	3 500,00	2,19%
Déplacements, missions et réceptions - Fonctionnement	2 000,00	1,25%
Frais postaux et de télécommunications - Fonctionnement	1 800,00	1,13%
Autres dépenses de fonctionnement (cotisations assurance, documentation, entretien, réparation)	13 000,00	8,15%
Total	159 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	30 000,00	18,81%
Commune et groupement de collectivités (préciser)	51 000,00	31,97%
Etat (ANCT, CNAV)	52 000,00	32,60%
Organismes sociaux (ASP, CAF, FONJEP)	18 000,00	11,29%
Aide privée (ANCV, FCSF)	8 500,00	5,33%
Total	159 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX076075 - Déploiement de réseaux durables de citoyens engagés autour des personnes isolées en grande précarité en Ile-de-France

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	314 465,00 € TTC	25,44 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTOURAGE

Adresse administrative : 174 RUE CHAMPIONNET
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Jean-Marc POTDEVIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : déployer des réseaux durables de citoyens engagés autour des personnes isolées en grande précarité en Ile-de-France

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

La majorité des personnes en grande exclusion ne disposent pas d'entourage, ni de réseaux sur lesquels s'appuyer. L'association Entourage œuvre en faveur du lien social pour lutter contre la pauvreté. Ses activités sont pleinement reconnues en Île-de-France et bien ancrées territorialement, notamment auprès de 40 associations, et avec le renforcement des partenariats avec les entreprises.

Par son action, selon la mesure d'impact de 2022, le public de l'association Entourage est constitué de 25% de jeunes en précarité de moins de 30 ans, de 32% de femmes, de 66% de SDF, de 81% de personnes vivant seules et de 50% de personnes ne bénéficiant pas d'un accompagnement social.

Le projet vise à mettre en place des actions de création de liens avec un axe fort autour du sport, en s'appuyant sur la Coupe du Monde de rugby et les JOP pour les rendre pleinement inclusifs.

Il permettra également de renforcer le réseau partenarial de l'association, qui intervient en complémentarité des accompagnements sociaux institutionnels, et de poursuivre les actions de sensibilisation sur la grande précarité ainsi que les animations et l'outillage des riverains.

Il vise également à poursuivre les permanences dans les structures pour les personnes sans-domiciles

fixes et le fonctionnement de l'application mobile qui dispose de près de 74.000 utilisateurs.

Le projet de l'association cible 3700 franciliens en situation de grande précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	3 000,00	0,95%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	14 600,00	4,64%
Communication, publications, relations publiques - Fonctionnement	5 000,00	1,59%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises) - Fonctionnement	228 210,00	72,57%
Personnel extérieur (intérim, intermédiaires et honoraires) - Fonctionnement	8 500,00	2,70%
Déplacements, missions et réceptions - Fonctionnement	20 000,00	6,36%
Frais postaux et de télécommunications - Fonctionnement	1 000,00	0,32%
Impôts et taxes liés au projet (hors amendes et autres pénalités, non éligibles) - Fonctionnement	5 568,00	1,77%
Autres dépenses de fonctionnement (charges de fonctionnement)	28 587,00	9,09%
Total	314 465,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	80 000,00	25,44%
Département (CD92 et CD93)	20 000,00	6,36%
Communes (Paris, Nanterre, Saint-Denis, Rueil-Malmaison)	50 000,00	15,90%
Aide privée (Fondations, entreprises)	60 000,00	19,08%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes marchandises, produits finis, prestations de service)	24 465,00	7,78%
Etat (Préfecture de région)	80 000,00	25,44%
Total	314 465,00	100,00%

DOSSIER N° EX076088 - Aide alimentaire - Soutien à la distribution alimentaire du mois d'août

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	186 070,00 € TTC	24,18 %	45 000,00 €
Montant total de la subvention			45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AOUT SECOURS ALIMENTAIRE
Adresse administrative : 57 RUE BOBILLOT
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Arnaud DE LASA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : distribution alimentaire estivale pour les personnes précaires

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

L'association Août Secours alimentaire œuvre pour distribuer des colis alimentaires dans les centres de Pantin, Créteil, Villejuif, Colombes et Montreuil pour la 30ème campagne estivale.

L'association intervient pendant que les autres structures sont fermées au mois d'août auprès de 7800 franciliens précaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- COLOMBES
- PANTIN
- VILLEJUIF
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	138 870,00	74,63%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	4 620,00	2,48%
Communication, publications, relations publiques - Fonctionnement	2 100,00	1,13%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises) - Fonctionnement	23 890,00	12,84%
Personnel extérieur (intérim, intermédiaires et honoraires) - Fonctionnement	6 520,00	3,50%
Transports de biens et transports collectifs du personnel - Fonctionnement	8 810,00	4,73%
Frais postaux et de télécommunications - Fonctionnement	350,00	0,19%
Autres dépenses de fonctionnement (à préciser)	910,00	0,49%
Total	186 070,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	45 000,00	24,18%
Département (préciser)	6 000,00	3,22%
Commune et groupement de collectivités (préciser)	12 800,00	6,88%
Ministère (préciser)	36 000,00	19,35%
Aide privée (préciser)	86 270,00	46,36%
Total	186 070,00	100,00%

DOSSIER N° EX077690 - Ateliers culinaires pour les publics en précarité de Seine-Saint-Denis (93)

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	55 200,00 € TTC	50,00 %	27 600,00 €
	Montant total de la subvention		27 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES RENCONTRES DE LA DIPLOMATIE
CULINAIRE
Adresse administrative : 11 ALL DES SAPINS
91670 ANGERVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Naima SIFER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre d'ateliers culinaires pour les publics en précarité de Seine-Saint-Denis

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 27 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

L'association Les rencontres de la Diplomation culinaire propose des ateliers culinaires pour permettre aux populations les plus précaires de découvrir les produits locaux et apprendre à cuisiner de façon saine, tout en restant accessible et à petits prix.

Ce projet contribue à améliorer la santé et l'alimentation des personnes en situation de précarité.

Les ateliers sont mis en oeuvre avec l'association Happy Cook, ils sont gratuits et libres d'accès. Des chefs étoilés viendront à tour de rôle animer les ateliers.

Ceux-ci se dérouleront dans les quartiers prioritaires de la ville de différentes villes de Seine-Saint-Denis : Villepinte, Saint-Ouen, Aulnay-Sous-Bois et Tremblay-en-France. Ils concerneront 1000 séquanais-dyonisiens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS
- AULNAY-SOUS-BOIS
- SAINT-OUEN-SUR-SEINE
- TREMBLAY-EN-FRANCE
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	5 940,00	10,76%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	21 600,00	39,13%
Communication, publications, relations publiques - Fonctionnement	10 260,00	18,59%
Personnel extérieur (intérim, intermédiaires et honoraires) - Fonctionnement	5 400,00	9,78%
Transports de biens et transports collectifs du personnel - Fonctionnement	12 000,00	21,74%
Total	55 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	27 600,00	50,00%
Aide privée (Gazelle d'Or, Intelliway, Banlieue santé)	15 000,00	27,17%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes marchandises, produits finis, prestations de service)	12 600,00	22,83%
Total	55 200,00	100,00%

Annexe 3 - Soutien aux services et accueils de jour destinés aux femmes en difficulté

DOSSIER N° EX074795 - Femmes : Création de la maison participative, non médicalisée, le Nid (Paris 18è) pour les franciliennes et les ultra-marines

Dispositif : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté (n° 00000711)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-542003-300

Action : 542003016- Etablissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	88 000,00 € TTC	50,00 %	44 000,00 €
Montant total de la subvention			44 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMAZONES PARIS
Adresse administrative : 36 RUE DE JUSSIEU
77680 ROISSY EN BRIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Claudine FAGOUR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de la maison participative, non médicalisée, le Nid

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses

Description :

Amazones Paris accompagne les femmes atteintes d'un cancer, quelle que soit sa forme. Elle propose aussi un accompagnement aux femmes en exode médical pour soin, de passage en région parisienne pour suivre un protocole, notamment les femmes ultra-marines.

La mission de l'association est de sensibiliser, informer et oeuvrer à assurer une meilleure qualité de vie à ces femmes, et à leur entourage, pendant et après le parcours de soins en Ile-de-France.

Le Nid by Amazones Paris, au sein d'un local de 93m² à Paris 18è, a vocation à devenir une maison participative non médicalisée, un repère où elles pourront avoir un accompagnement administratif et juridique, des moments de convivialité et de partage autour d'ateliers de soins de support, en sophrologie, onco psychologie, hypnose, nutrition, socio esthétique.

La subvention en investissement a vocation à soutenir l'association dans la réalisation des travaux et l'achat de matériels et d'équipement informatique. Le projet concerne 200 femmes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

CPER : EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES/Etablissements et services pour femmes en difficultés

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux - Investissement	39 000,00	44,32%
Equipement mobilier et matériel - Investissement	43 000,00	48,86%
Equipement informatique - Investissement	6 000,00	6,82%
Total	88 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	44 000,00	50,00%
Etat (Ministère Outre-Mer)	34 000,00	38,64%
Ville de Paris	10 000,00	11,36%
Total	88 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX074987 - Femmes : Lancement du 1er Camping-Care

Dispositif : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté (n° 00000711)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-542003-300

Action : 542003016- Etablissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	58 828,00 € TTC	35,40 %	20 828,00 €
Montant total de la subvention			20 828,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE CAMPING-CARE
Adresse administrative : 15 RUE PAUL ALBERT
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Clarisse JACQ, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : lancement du Camping-Care

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses

Description :

Le Camping-Care est un véhicule réaménagé en salon de beauté itinérant, qui ira dès septembre 2023 à la rencontre des femmes en situation de précarité, dans la rue et devant les centres d'hébergement parisiens, dans un premier temps, puis à l'échelle régionale.

Au-delà de l'accès à une douche et à des sous-vêtements propres, les femmes auront accès à des soins du visage, du corps, et des cheveux, réalisés par des socio-esthéticiennes et des socio-coiffeuses formées.

Ces services s'adressent à 1000 femmes sans-domicile-fixe qui sont des mères célibataires, femmes victimes de violences conjugales, femmes migrantes, mineures, toutes isolées et vulnérables.

Certaines sont hébergées dans des établissements, d'autres sont sans solution d'hébergement, donc sans-abri, et dorment dans la rue ou dans les centres d'accueil d'urgence.

La subvention régionale permettra la rénovation et le réaménagement du véhicule en salon de soins pour les femmes en situation de précarité. L'achat du véhicule et le salaire des intervenantes sont pris en charge par la fondation l'Oréal.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

CPER : EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES/Etablissements et services pour femmes en difficultés

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et rénovation du véhicule	56 828,00	96,60%
Achats de petits équipements (serviettes de bain)	2 000,00	3,40%
Total	58 828,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 828,00	35,40%
Aide privée (Vinci, L'Oréal)	29 000,00	49,30%
Mairie de Paris	9 000,00	15,30%
Total	58 828,00	100,00%

Annexe 4 - Innovation sociale - investissement

DOSSIER N° EX073583 - Réalisation de travaux au sein des accueils collectifs de mineurs pour le départ en vacances des franciliens

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-142003-300

Action : 14200303- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	27 064,00 € TTC	48,03 %	13 000,00 €
Montant total de la subvention			13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENFANTS DE LA TERRE

Adresse administrative : RD 119
78850 THIVERVAL GRIGNON

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Nathalie NOAH, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de travaux au sein des accueils collectifs de mineurs pour le départ en vacances des franciliens

Dates prévisionnelles : 1 mai 2023 - 31 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Afin de favoriser le départ en vacances des enfants franciliens en situation de précarité, l'association "Les Enfants de la Terre" organise des séjours de 7 à 12 jours au sein d'une grande maison dont elle est propriétaire et pour laquelle elle dispose d'un agrément pour recevoir des accueils collectifs de mineurs.

Cette maison, située dans l'Eure, offre un cadre adapté pour les séjours des enfants.

Toutefois, des travaux de mise en conformité sont nécessaires, notamment pour créer une nouvelle salle d'eau avec 3 douches pour les enfants, un espace sanitaire dédié aux adultes et une infirmerie.

Ce projet revêt un caractère socialement innovant par la prise en charge globale et internalisée que propose la structure associative aux jeunes franciliens. Il bénéficiera ainsi à 250 jeunes franciliens par an. Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux - Investissement	27 064,00	100,00%
Total	27 064,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	13 000,00	48,03%
Aide privée (Clarins, B Braun)	7 000,00	25,86%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes marchandises, produits finis, prestations de service)	4 064,00	15,02%
Produit des événements caritatifs	3 000,00	11,08%
Total	27 064,00	100,00%

DOSSIER N° EX076063 - Application mobile du Centre social André Malraux pour lutter contre l'isolement et la précarité numérique

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-142003-300

Action : 14200303- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	80 000,00 € TTC	50,00 %	40 000,00 €
Montant total de la subvention			40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS DU CENTRE SOCIAL ANDRE MALRAUX
Adresse administrative : 1 AV ANDRE MALRAUX
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fabrice BICHELER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de l'application mobile du centre social André Malraux pour lutter contre l'isolement et la précarité numérique

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 30 mars 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Dans le cadre de la crise COVID, le centre social André Malraux a développé une plateforme numérique comme première réponse aux besoins de la population. La fracture numérique ne permet pas de répondre à l'ensemble des problématiques de la population, aussi le centre social souhaite élargir sa portée et développer cet outil de proximité par une application mobile.

Cette application permet aussi aux acteurs du territoire de rendre accessibles leurs dispositifs et leurs accompagnements.

Elle s'adresse aux jeunes, aux familles, aux seniors et aux acteurs du territoire de Villepinte, Tremblay En France, Sevrans en Seine-Saint-Denis et contribue à lutter contre l'isolement social et la précarité numérique.

Le projet revêt ainsi un caractère socialement innovant tant par sa forme que par son utilisation auprès des publics précaires.

La subvention régionale permettra au Centre social d'investir dans l'achat d'outils numériques et de prestations de création de l'application mobile.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SEVRAN
- TREMBLAY-EN-FRANCE
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements	20 000,00	25,00%
Achats de prestation de création numérique	60 000,00	75,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	40 000,00	50,00%
Aide privée	40 000,00	50,00%
Total	80 000,00	100,00%

Annexe 5 - Région Île-de-France amie des animaux, volet fonctionnement

DOSSIER N° EX073533 - Animaux - Soutien aux actions de recueil et d'adoption des animaux à Neuilly-sur-Marne (93)

Dispositif : Région Île-de-France amie des animaux de compagnie (fonctionnement) (n° 00001225)

Délibération Cadre : CP2020-281 du 01/07/2020

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Région Île-de-France amie des animaux de compagnie (fonctionnement)	6 600,00 € TTC	37,88 %	2 500,00 €
	Montant total de la subvention		2 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L ANIMAL EN VILLE
Adresse administrative : 1 ESPL1 DE COLLIOURE
93330 NEUILLY SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Helene KOBAYASHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir les actions de recueil et d'adoption des animaux à Neuilly-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

L'association réalise de l'assistance aux animaux domestiques et sauvages dans l'espace public.

Elle accueille entre 20 et 30 animaux (chats et NACS - nouveaux animaux de compagnie), les soigne, puis les réinsère dans des familles d'adoption pérennes avec la mise en place de contrats d'adoption comportant un suivi spécifique de 2 mois.

En outre, l'association souhaite mettre en place des enquêtes concernant les chats, chiens et NACS en raison des nombreux abandons constatés dans l'espace public.

L'objectif est de parvenir à augmenter le taux d'identification et de stérilisation des animaux au sein de la commune de Neuilly-sur-Marne (93).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	1 200,00	18,18%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	5 000,00	75,76%
Communication, publications, relations publiques - Fonctionnement	400,00	6,06%
Total	6 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention demandée à la Région	2 500,00	37,88%
Subvention municipale	600,00	9,09%
Dons	1 500,00	22,73%
Fonds propres	700,00	10,61%
Autres produits (participation des particuliers aux frais d'adoption)	1 300,00	19,70%
Total	6 600,00	100,00%

DOSSIER N° EX073534 - Animaux : Soutien à la médiation animale auprès des personnes âgées en institution

Dispositif : Région Île-de-France amie des animaux de compagnie (fonctionnement) (n° 00001225)

Délibération Cadre : CP2020-281 du 01/07/2020

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Région Île-de-France amie des animaux de compagnie (fonctionnement)	61 745,00 € TTC	32,39 %	20 000,00 €
Montant total de la subvention			20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAROLE DE CHIEN
Adresse administrative : 10 RUE JOSEPH LIOUVILLE
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Brigitte ATCHIA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir la médiation animale auprès des personnes âgées en institution

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Les personnes âgées vivant en institution (EHPAD - Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes, hôpitaux ou maisons de retraite) souffrent souvent d'isolement du fait de leur état physique ou de la diminution de leurs capacités cognitives (maladie d'Alzheimer). Elles peuvent rapidement se trouver exclues des animations organisées dans l'institution en raison de leur repli sur elle-même. Certaines d'entre elles ont également dû se séparer de leur animal de compagnie lors de leur entrée en institution.

L'association "Parole de Chien" intervient dans les institutions par des visites de bénévoles et de leur chien. Elle participe ainsi à rompre l'isolement des personnes âgées accueillies et encourage leur expression verbale et non verbale (affectif) autour du chien.

Le soutien régional permettra à l'association de recruter et former 15 maîtres bénévoles et leur chien sur l'Île-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS
- GUYANCOURT
- VERSAILLES
- HOUILLES
- MARLY-LE-ROI
- MONTFORT-L'AMAURY
- SOISY-SUR-SEINE
- MONTGERON
- BOULOGNE-BILLANCOURT
- COLOMBES
- LES PAVILLONS-SOUS-BOIS
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES
- MONTMORENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	1 596,00	2,58%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	3 638,00	5,89%
Communication, publications, relations publiques - Fonctionnement	746,00	1,21%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises) - Fonctionnement	40 762,00	66,02%
Personnel extérieur (intérim, intermédiaires et honoraires) - Fonctionnement	12 069,00	19,55%
Déplacements, missions et réceptions - Fonctionnement	732,00	1,19%
Frais postaux et de télécommunications - Fonctionnement	1 086,00	1,76%
Autres dépenses de fonctionnement (à préciser)	1 116,00	1,81%
Total	61 745,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention demandée à la Région	20 000,00	32,39%
Subventions et aides privées (Nestlé, Purina One, Mars, 30 millions d'Amis)	18 000,00	29,15%
Subventions et aides publiques (DASES)	12 000,00	19,43%
Fonds propres	11 745,00	19,02%
Total	61 745,00	100,00%

Annexe 6 - Région Île-de-France amie des animaux, volet investissement

DOSSIER N° EX075442 - Animaux : Création d'une ferme thérapeutique au sein de l'hôpital Théophile Roussel (78)

Dispositif : Région Île-de-France amie des animaux de compagnie (Investissement) (n° 00001224)

Délibération Cadre : CP2020-281 du 01/07/2020

Imputation budgétaire : 904-424-2041711-142003-300

Action : 14200303- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Région Île-de-France amie des animaux de compagnie (Investissement)	302 634,00 € TTC	33,04 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE HOSPITALIER THEOPHILE ROUSSEL
Adresse administrative : RUE PHILIPPE MITHOUARD
78363 MONTESSON
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Monsieur Jacques LAHELY, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une ferme thérapeutique au sein de l'hôpital Théophile Roussel

Dates prévisionnelles : 17 février 2023 - 12 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Dans le cadre de la mission de soins, l'hôpital Théophile Roussel expérimente de nouvelles approches thérapeutiques à proposer aux patients. Ainsi, fort de plusieurs expériences encourageantes avec des chiens, chats et oiseaux de l'AFTAA (association française de thérapie assistée par l'animal) auprès d'adultes hospitalisés, il souhaite développer sa propre offre de médiation animale sur le site de Montesson.

La ferme thérapeutique sera ouverte aux pôles de la psychiatrie de l'adulte, de l'enfant et de l'adolescent. La thérapie de la médiation animale ouvre des perspectives nouvelles tant sur le plan des sensations, des émotions que sur le plan médical pour les patients présentant d'importants troubles altérant parfois, sévèrement leur autonomie.

Elle constitue une alternative aux soins plus contraignants.

Les médiations se feront avec des chats, des oiseaux, des poules, des moutons, des lapins, des cochons d'indes et des cochons.

Les activités seront également ouvertes aux acteurs extérieurs comme la ville (notamment les écoles), les structures sociales et médico-sociales du territoire Yvelines Nord.

La subvention régionale permettra ainsi de financer deux chalets : un pour le lieu de vie des animaux et un pour accueillir les patients.

Ce projet bénéficiera à 1600 personnes en situation de fragilité.

Localisation géographique :

- MONTESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux - Investissement	166 773,00	55,11%
Equipement mobilier et matériel - Investissement	135 861,00	44,89%
Total	302 634,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention demandée à la Région	100 000,00	33,04%
Fonds propres	202 634,00	66,96%
Total	302 634,00	100,00%

Annexe 7 - Réaffectation

DOSSIER N° EX057439 - Enfance - Promenons-nous dans nos histoires : un projet pour consolider la relation parents-enfants autour de la lecture - Réaffectation

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)

Délibération Cadre : CR 23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	197 550,00 € TTC	7,59 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PPE PARENTS PROFESSEURS
ENSEMBLE
Adresse administrative : 23 RUE EDOUARD MANET
92190 MEUDON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Justine FESNEAU, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : consolider la relation parents-enfants autour de la lecture avec le projet promenons-nous dans nos histoires. Réaffectation

Dates prévisionnelles : 4 octobre 2021 - 4 octobre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Parents Professeurs Ensemble est une association ayant pour but la valorisation et le soutien des éducateurs dans leur mission. L'Association va à la rencontre des acteurs terrain, en particulier des parents et des enseignants et collecte leurs témoignages, leurs besoins et leurs idées pour être aidés dans leur mission d'éducateur.

Avec son projet "Promenons-nous dans nos histoires", Parents Professeur Ensemble considère que raconter régulièrement des histoires aux enfants est un moyen efficace de consolider le lien parents-enfants, d'aider les enfants à l'acquisition de savoirs fondamentaux comme la lecture mais aussi de lutter contre la surexposition des enfants aux écrans.

L'initiative s'adresse en premier lieu aux parents mais aussi aux professionnels de la petite-enfance et aux animateurs des accueils de loisirs.

Ce projet s'articule autour de 3 axes :

- 1) Des ateliers parents-enfants
- 2) Des sessions de réflexion des professionnels de l'enfance
- 3) Des dispositifs pour favoriser le lien avec les familles (bibliothèque tournante, création collective d'un livre).

"Promenons-nous dans nos histoires" bénéficiera à 1 500 parents et enfants de la région Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	49 000,00	24,80%
Charges de sécurité sociale et prévoyance	40 150,00	20,32%
Publicité, publications, relations publiques, communication	3 200,00	1,62%
Rémunérations des intervenants extérieurs	42 500,00	21,51%
Charges locatives et de copropriété	7 200,00	3,64%
Assurance	500,00	0,25%
Charges exceptionnelles	7 000,00	3,54%
Frais de gestion courante	6 000,00	3,04%
Frais pour la consolidation du projet actuel	12 000,00	6,07%
Frais d'achats (malles de livres et impression des livres finaux)	30 000,00	15,19%
Total	197 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	7,59%
Subvention et aide privée (attribuée)	95 000,00	48,09%
Subvention et aide publique (attribuée)	1 600,00	0,81%
Subvention et aide publique (sollicitée)	40 100,00	20,30%
Prestations de services	42 000,00	21,26%
Prestations en nature	3 850,00	1,95%
Total	197 550,00	100,00%

Annexe 8 - Rectification d'opération

DOSSIER N° EX066156 - Soutien aux travaux de rénovation de la Maison Familya

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300

Action : 14200303- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	3 500 000,00 € TTC	11,43 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON FAMILYA SAINT FRANCOIS XAVIER
Adresse administrative : 23 RUE OUDINOT
75007 PARIS 7E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE CHAUVEAU, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir les travaux de rénovation de la Maison Familya

Dates prévisionnelles : 02 octobre 2020 - 30 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

La maison Familya met en place des activités sportives et artistiques pour les jeunes et les adolescents. Elle va faire évoluer son activité par un accompagnement à la vie affective, conjugale et familiale dans le but de soutenir la vie affective et relationnelle des couples et familles parisiennes et franciliennes et agir, ainsi, en amont des ruptures familiales et lutter contre les précarisations des familles.

Elle va ainsi déployer de la médiation familiale, du conseil conjugal, des activités renforçant l'estime de soi, des activités sportives et manuelles, ainsi que de l'accompagnement de parents d'enfants porteurs de handicap.

Afin d'assurer le rayonnement territorial du projet et pour toucher les familles en situation de précarité, elle met en place un programme "aller vers", dédié aux personnes dans les situations les plus précaires, avec des partenariats avec des associations dont les missions sont complémentaires à celles de la maison Familya (Aurore, association pour l'amitié, réseau des parents, le Chemin de Pierre...). Les activités seront à tarif très modéré pour ce public.

L'association se donne l'objectif d'accompagner ainsi 1000 bénéficiaires.

A ce titre, la maison Familya travaille étroitement avec la CAF et la Mairie du 7ème, qui soutiennent ses actions en permettant de les rendre accessibles aux publics d'Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	3 098 000,00	88,51%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	402 000,00	11,49%
Total	3 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 000 000,00	57,14%
Autres recettes (dons de fondations, particuliers et entreprises)	1 100 000,00	31,43%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	400 000,00	11,43%
Total	3 500 000,00	100,00%

Avenant n°1 à la convention n°EX066156

Entre les soussignés :

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n°CP 2023-328 du 21 septembre 2023, ci-après dénommée « la Région »,

et

Le bénéficiaire dénommé : MAISON FAMILYA SAINT FRANCOIS XAVIER
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 784314551 - 00010
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 23 RUE OUDINOT 75007 PARIS 7E ARRONDISSEMENT
ayant pour représentant Monsieur Philippe CHAUVEAU, Directeur
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

PREAMBULE

Le présent avenant a pour objet de modifier les dates prévisionnelles du projet ainsi que l'article 3.4 de la convention de subventionnement n° EX066156 correspondante.

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Innovation sociale - investissement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n°CP17-070 modifié du 8 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n°CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

APRES AVOIR RAPPELE

Par délibération n° CP2022-284 du 7 juillet 2022, la Région a attribué au bénéficiaire une subvention de 400 000 €. Le présent avenant a pour objet de modifier les dates prévisionnelles du projet.

Afin de prendre en compte la rectification de cette erreur matérielle, le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3.4 de la convention n° EX066156 approuvé par la délibération n° CP2022-284 du 7 juillet 2022 et d'approuver une nouvelle fiche projet.

ARTICLE 1

L'article 3.4 est modifié.

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 2 octobre 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la convention.

ARTICLE 2

Le présent avenant substitue tous les articles de la convention initiale non modifiés par les articles précédents.

ARTICLE 3 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et la fiche projet rectificative ci-annexée.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

**La présidente
du conseil régional d'Île-de-France**

**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
La Directrice Générale Adjointe par intérim
Valérie BERGER-AUMONT**

**Le bénéficiaire
MAISON FAMILYA SAINT FRANCOIS XAVIER
Monsieur Philippe CHAUVEAU, Directeur**

Annexe 9 - Avenant à la convention ASP



AVENANT N°1 A LA CONVENTION ENTRE LA RÉGION ET L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT (ASP) AU TITRE DU DISPOSITIF 'COUP DE POUCE ENERGIE'

La région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° CP 2023-328 du 21 septembre 2023,

Ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

ET :

L'Agence de Services et de Paiement (ASP), établissement public administratif dont le siège est situé 2, rue du Maupas à Limoges (87), représentée par son Président-Directeur Général, Monsieur Stéphane LE MOING, ci-après dénommée « l'ASP ».

D'autre part,

Sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objets du présent avenant

Le présent avenant a pour objet la modification de certains articles de la convention passée entre la Région et l'ASP au titre du dispositif « coup de pouce énergie », approuvée par délibération n°CP 2023-239 du 1^{er} juin 2023. Il intègre également une révision de l'annexe tarifaire

ARTICLE 2 : Modification de l'article 2

L'article 2 de la convention intitulé 'durée de la convention' est modifié comme suit :

La présente convention est conclue à compter du 1^{er} juin 2023 jusqu'au 31 décembre 2023. Tous les dossiers pris en charge au titre de cette convention seront gérés jusqu'à leur terme par l'ASP conformément aux dispositions de cette convention, y compris après le 31/12/2023.

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'organe délibérant de la collectivité.

ARTICLE 3 : Modification de l'article 3.1

L'article 3.1 de la convention intitulé 'la collecte des demandes' est modifié comme suit :

La demande est déposée sur un site dédié fourni et géré par l'ASP.

Les demandes pourront être déposées jusqu'au 31 octobre 2023

Les demandeurs renseignent dans un formulaire en ligne géré par l'ASP les informations suivantes :

- prénoms, nom d'usage, date de naissance, commune de naissance, département de naissance, pays de naissance ;
- adresse postale ;
- adresse courriel ;
- numéro de télédéclarant ;
- numéro IBAN SEPA.

Pour les demandeurs ne pouvant être identifiés à travers FranceConnect, une pièce d'identité (CNI, passeport, titre de séjour en cours de validité) est demandée.

Les demandeurs devront joindre les pièces ci-dessous à l'appui du formulaire :

- l'avis d'imposition de l'année 2021;
- justificatif de domicile de moins de 3 mois

Des contrôles de saisies sont réalisés au moment du dépôt de la demande d'aide des bénéficiaires finaux. Le demandeur attestera en acceptant les CGU que la demande déposée constitue la première et unique demande du ménage. S'il existe une demande déjà déposée et en cours d'instruction ou une aide déjà versée pour un numéro de télédéclarant donné, aucune nouvelle demande ne peut être déposée pour ce même numéro de télédéclarant. Le demandeur est informé du statut de la demande existante.

Un courriel est adressé au demandeur pour accuser réception de sa demande.

ARTICLE 4 : Modification de l'article 3.2

L'article 3.2 de la convention intitulé 'L'instruction des demandes d'aide des ménages vulnérables' est modifié comme suit :

L'ASP procédera à une vérification régulière d'absence de demande en provenance des mêmes adresses ou pour des IBAN identiques.

L'ASP assure la vérification des informations fournies lors de la demande d'aide des demandeurs :

- contrôle de l'identité du demandeur sur la base des informations renseignées, d'une identification du demandeur à travers FranceConnect ou de la pièce d'identité et des informations issues du numéro de télédéclarant ;
- contrôle de l'éligibilité du demandeur au vu du revenu fiscal indiqué sur l'avis d'imposition sur le revenu de l'année 2021; du nombre d'adultes, du nombre d'enfants. Ces données servent à calculer un nombre d'UC permettant de déterminer le niveau de revenu éligible.
- contrôle de l'éligibilité géographique du demandeur au vu du justificatif de domicile fourni.

En cas d'anomalie, l'ASP informe le demandeur du rejet de sa demande d'aide en précisant de manière succincte la ou les raisons du rejet. Ce dernier aura la possibilité de déposer une nouvelle demande pour le même numéro de télédéclarant.

Pour les demandes éligibles, un courriel est adressé au demandeur l'informant que sa demande a été acceptée et que le montant de l'aide lui sera versé sur le compte bancaire renseigné.

ARTICLE 5 : Modification de l'article 3.5

L'article 3.5 de la convention intitulé 'Livrables fournis à la région par l'ASP' est modifié comme suit :

L'ASP fournit à la Région (PS4) sous format électronique :

De manière mensuelle :

- la liste des demandes adressées sur le portail PUMA avec toutes les informations y afférentes ;
- la liste des demandes éligibles instruites et payées avec toutes les informations y afférentes ;
- la liste des demandes rejetées avec toutes les informations y afférentes.

De manière hebdomadaire :

- un tableau de synthèse indiquant le nombre de demandes adressées sur le portail, le nombre de demandes éligibles instruites et payées et le nombre de demandes rejetées.

L'ASP tient à disposition de la Région sous format électronique l'ensemble des documents fournis par les demandeurs jusqu'au 31 décembre 2029.

ARTICLE 6 : Modification de l'article 5.2

L'article 5.2 de la convention intitulé 'Reddition des comptes annuels' est modifié comme suit :

Pour que la Région puisse rattacher les charges et produits de l'exercice n dans les comptes de la Région, et que son comptable public puisse procéder aux contrôles destinés à permettre la réintégration des opérations réalisées par l'ASP dans ses comptes, l'ASP transmet à la Région avant le 31 décembre n :

- un compte d'emploi global annuel récapitulant les opérations de compte de tiers (reports à nouveau, versements de la Région, recouvrement sur OR émis) et des dépenses payées sur l'exercice n, établi et signé par l'Agent comptable de l'ASP. Ce compte fait apparaître le solde de trésorerie de la convention ;
- la balance générale des comptes ;
- un état des dépenses des opérations réalisées sous mandat à rattacher à l'exercice n ;
- une note générale analysant l'exécution comptable du dispositif mis en œuvre au titre de la convention ;

La région se réserve la possibilité d'émettre un titre de recettes en vue d'apurer une trésorerie excédentaire.

ARTICLE 7 : Modification de l'article 5.3

L'article 5.3 de la convention intitulé 'Ordres de recouvrer et remises gracieuses' est modifié comme suit :

L'ASP est chargée de l'émission des ordres de recouvrer et son Agent comptable, en qualité de comptable public, diligente les procédures de recouvrement des indus et de l'apurement des ordres de recouvrer selon les règles fixées par le décret n°2012-1246 du 7/11/2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Pour les remises gracieuses :

L'ASP instruit les demandes de remises gracieuses exprimées par les débiteurs. Elle établit une fiche individuelle d'instruction (modèle joint en annexe) des ressources du demandeur qu'elle transmet par voie électronique à la Région accompagnée d'un état récapitulatif. Ces fiches mentionnent son avis favorable ou non pour une remise totale ou partielle.

La Commission permanente de la Région décide soit d'accorder une remise gracieuse totale ou partielle, soit de rejeter la demande. La Région en informe l'ASP qui notifie les décisions aux débiteurs. L'Agent Comptable de l'ASP procède à l'apurement des prises en charge en fonction des décisions exprimées. L'absence de réponse de la collectivité dans un délai de 2 mois vaut décision implicite de rejet de la demande gracieuse du débiteur.

Pour les non-valeurs :

Lorsqu'un motif de non-valeur ou d'abandon de créance autre que clôture pour insuffisance d'actif, effacement de créance ou décès du débiteur est constaté, l'ASP soumet à la Région pour décision la liste des dossiers

concernés et lui communique, sur demande, une copie de la pièce justifiant la demande, à l'exception des créances initiales ou des restes à recouvrer inférieurs ou égaux à 30 € pour lesquelles l'ASP procédera à l'apurement automatique. La Région informe l'ASP de sa décision. L'absence de réponse dans le délai de deux mois vaut acceptation de la demande.

Si la Région estime qu'il n'y a pas lieu d'admettre une créance en non-valeur, il communique à l'ASP dans le délai imparti les informations permettant de reprendre le recouvrement.

L'ASP procède à l'apurement des prises en charge en fonction de la décision exprimée. Les sommes admises en remise gracieuse ou en non-valeur ou les créances faisant l'objet d'un abandon dans le cadre de la convention sont à la charge de la Région.

Les indus recouvrés sont réemployés pour financer le dispositif.

ARTICLE 8 : Modification de l'article 6

L'article 6 de la convention intitulée 'Précontentieux' est modifié comme suit :

L'ASP communique à la Région tout élément permettant à la collectivité territoriale de répondre dans les meilleurs délais aux requêtes des services judiciaires.

Dans l'hypothèse d'une saisine directe de l'ASP par les services judiciaires, cette dernière en informe immédiatement la Région.

Si un blocage du paiement de l'aide doit être envisagé, l'ASP en informe la Région.

ARTICLE 9 : Modification de l'article 8.2

L'article 8.2 de la convention intitulé ' Durées de conservation et sorts finaux des données et documents' est modifié comme suit :

L'ASP s'engage à conserver toutes les pièces justificatives relatives aux dispositifs confiés et à l'utilisation des crédits dont elle assure la gestion et le versement pour le compte de la Région et de l'Union Européenne au titre des actions éligibles au Fonds Social Européen (FSE) jusqu'au 31 décembre 2029.

ARTICLE 10 : Modification de l'article 9.3

L'article 9.3 de la convention intitulé ' Fonds de roulement et avance' est modifié comme suit :

Une avance de 20 % est versée dès le vote du budget supplémentaire 2023 et servira de fonds de roulement (reconstituée à chaque nouvel appel de fonds) permettant de couvrir les dépenses générées par les dossiers traités entre 2 appels de fonds.

ARTICLE 11 : Modification de l'article 9.5

L'article 9.5 de la convention intitulé 'Dispositions financières complémentaires : coordonnées bancaires de l'ASP' est modifié comme suit :

Le règlement dû à l'ASP par la Région est effectué par virement sur le compte ouvert :

A LA DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ÎLE-DE-FRANCE ET DE PARIS AU NOM DE MONSIEUR L'AGENT COMPTABLE DE L'ASP

COMPTE n°10071 75000 00001005165 08

Le comptable assignataire de la dépense est la Directrice régionale des finances publiques d'Île-de-France et de Paris.

ARTICLE 12 : Modification de l'article 17

L'article 17 de la convention intitulé ' Pièces contractuelles' est modifié comme suit :

Sont considérées comme pièces contractuelles :

- La convention ;
- Les annexes suivantes.

ANNEXE 1 : TARIFICATION ASP

ANNEXE 2 : Règlement d'intervention

ANNEXE 3 : modèle de certificat de dépenses FSE

ANNEXE 4 : fiche d'instruction d'une demande de remise gracieuse

ARTICLE 13 : Modification de l'annexe 1 tarification ASP

Le tarif 'dossier instruit' est modifié à 16,00 € HT et 19,20 TTC.

Fait en 3 exemplaires originaux

Le _____

Pour l'ASP,
le Président-Directeur Général

Stéphane LE MOING


Le _____

Pour la région Île-de-France,
la Présidente du Conseil Régional

Valérie PECRESSE

LES ANNEXES

ANNEXE I : TARIFICATION ASP _____ Erreur ! Signet non défini.

 Agence de Services et de Paiement				
	Annexe 1 : Tarifs au 12/06/2023	Unité d'œuvre	Tarifs 2023 HT	Tarifs 2023 TTC
Coup de pouce énergie	dossier instruit	unitaire	16,00 €	19,20 €
	dossier payé	unitaire	2,10 €	2,52 €
	coût de mis en œuvre et d'ingénierie / pilotage / restitutions	forfait	52 650,00 €	63 180,00 €

ANNEXE IV : fiche d'instruction d'une demande de remise gracieuse

- 🌐 Date de naissance
- 🌐 Sexe
- 🌐 Handicapé
- 🌐 Niveau du stagiaire
- 🌐 Dernière classe
- 🌐 Dernière année d'école
- 🌐 Date entrée
- 🌐 Date sortie
- 🌐 Département de résidence
- 🌐 Code Postal
- 🌐 Commune de résidence
- 🌐 Heures en centre
- 🌐 Heures en entreprise
- 🌐 Heures à distance
- 🌐 Durée totale
- 🌐 Indicateur FSE

Le fichier des organismes comporte les données suivantes :

- 🌐 Type-année de programme
- 🌐 Dispositif
- 🌐 Année de paiement
- 🌐 N° de dossier
- 🌐 Organisme
- 🌐 Code postal
- 🌐 Code INSEE
- 🌐 Commune
- 🌐 Montant payé
- 🌐 Type Bénéficiaire
- 🌐 Code statut juridique
- 🌐 Statut juridique

Annexe 10 - Convention de partenariat avec Entourage



Convention de partenariat entre La Région Île-de-France et Entourage

ENTRE

La Région Île-de-France, située au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
Représentée par Madame Valérie Pécresse, sa présidente,
Ci-après dénommée « la Région »,
D'une part,

ET

L'Association Entourage, située 174 rue Championnet, 75018 Paris,
Représentée par Monsieur Jean-Marc Potdevin, président,
Ci-après dénommée « Entourage »,
D'autre part,

« La Région » et « Entourage » sont communément dénommées « les Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

L'Association Entourage

Entourage, c'est l'esprit start-up au service d'une société plus fraternelle ! L'association Entourage, fondée en 2014, a pour mission d'engager chacun dans des réseaux de soutien avec les plus exclus, grâce à la technologie positive.

En France, plus de 2 millions de personnes sont en grande pauvreté et exclues de la société ; et 330 000 d'entre elles sont sans domicile. Parce que personne ne peut s'en sortir seul, Entourage aide ces personnes à sortir de l'isolement et à se reconstruire des réseaux de soutien.

Pour cela, l'association sensibilise et engage toute la société civile à agir : habitants, entreprises, etc., avec la conviction que chacun d'entre nous porte une partie de la solution à l'exclusion.

L'association déploie 3 dispositifs pour créer du lien :

- Entourage, un programme qui facilite la rencontre et l'entraide entre habitants et personnes sans domicile, via une app (bit.ly/applientourage) et des événements conviviaux de quartier. L'application Entourage, déjà téléchargée par plus de 150 000 personnes en France, propose les fonctionnalités suivantes : des conseils pédagogiques adressés aux habitants pour aller vers les personnes SDF ; rejoindre un groupe de voisins solidaires et accéder à des événements ; trouver l'information sur les lieux d'aide aux personnes SDF ; proposer ou demander de l'aide à la communauté Entourage ;

- LinkedOut, qui permet à des personnes en grande précarité d'accéder à l'emploi et de se construire un réseau professionnel. Ce programme s'appuie sur la plateforme linkedout.fr qui connecte des personnes précaires en recherche d'emploi avec des entreprises souhaitant recruter solidaire, tout en fournissant un accompagnement de proximité aux candidats comme aux entreprises recruteuses ;
- Enfin, Entourage Sport, qui recrée du lien social par le levier du sport. Ce programme rend accessibles les clubs de sport amateurs, ainsi que les grandes compétitions sportives professionnelles, à celles et ceux qui en sont exclus.

Entourage est une des seules associations de lutte contre l'exclusion à se focaliser exclusivement sur les aspects sociaux et relationnels de l'exclusion, et à faire agir le grand public pour y remédier. L'association Entourage existe POUR et AVEC les personnes en grande exclusion : toutes les actions de l'association sont menées en co-construction avec le Comité de la rue, composé de personnes anciennement sans-domicile, véritable "comité d'experts" de l'association.

La Région Île-de-France met en œuvre avec la démarche Région solidaire, adoptée en juillet 2018, un plan en trois axes pour réduire les fractures sociales et territoriales : un pacte rural, un pacte avec les quartiers populaires, et un ensemble d'actions pour faire de l'Île-de-France une terre d'innovation sociale et d'engagements solidaires.

C'est ce dernier axe qui est promu, en répondant aux besoins des Franciliens les plus en difficulté sur la totalité du territoire dans les zones rurales comme dans les zones urbaines.

Les crises successives que notre territoire a traversées depuis 2020 et leurs conséquences auprès des Franciliens les plus précaires ont renforcé la nécessité d'une intervention concertée de la puissance publique et des grands acteurs de la solidarité. La Région a pour cela soutenu les acteurs de terrain en mettant en œuvre à plusieurs reprises, un bouclier social pour protéger les Franciliens vulnérables, et en étendant sa politique de grand partenariat aux grands acteurs.

Par ailleurs, l'innovation au bénéfice des plus fragiles est un des objectifs clés de la Région Île-de-France, le développement des nouvelles technologies devant en particulier bénéficier à toutes et tous dans le cadre d'une smart région solidaire.

La Région Île-de-France est particulièrement attachée à la promotion de l'engagement citoyen afin que les franciliens soient des acteurs à part entière de solidarité. C'est tout le sens du soutien régional au projet d'Entourage.

La présente convention de partenariat prend acte de l'engagement de la Région Île-de-France et de l'association Entourage à poursuivre leur action en commun en faveur des solidarités.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - Objet de la convention

Entourage et la Région Île-de-France s'engagent à travers la présente convention de partenariat à poursuivre leur travail conjoint pour une Région inclusive et solidaire.

Les deux parties partagent une ambition et des objectifs communs pour l'Île-de-France et les Franciliens en matière de solidarité, d'emploi, de formation, de cadre de vie, de développement durable. Ce partenariat a pour objet de se nourrir mutuellement de points de vue et de projets concrets au service d'une région innovante et solidaire.

L'objectif est d'installer un partenariat durable, pluriannuel, qui représentera un gain en lisibilité et en visibilité, avec une méthode de travail en commun.

La Région entend poursuivre là une démarche transversale couvrant l'ensemble des thématiques partagées.

La présente convention a également pour objet de créer un comité de pilotage, en charge du suivi des relations entre Entourage et la Région. Ce comité permet de faire vivre une démarche transversale couvrant l'ensemble des thématiques partagées. Ce dispositif d'information réciproque permet d'échanger sur les actualités respectives et projets en cours de chacune des parties, sur les dispositifs d'aide de la Région, les sujets d'intérêt commun et tout projet régional intéressant les parties.

Le comité est piloté par la vice-présidente en charge de la santé et des Solidarités ou son représentant, avec la participation éventuelle d'autres vice-présidents, en fonction des thématiques concernées.

Les thématiques de partenariat relèvent en particulier de

- L'insertion,
- La lutte contre la grande précarité,
- Les outils pour refaire le collectif,
- Le Sport et des Jeux Olympiques et Paralympiques et grands événements sportifs.

Des réunions thématiques pourront être organisées afin d'approfondir les possibilités de partenariat sur des sujets émergents.

ARTICLE 2 – Engagements de la Région Île-de-France

Dans le cadre de son action en faveur de la solidarité, la Région s'engage à :

- Mettre en place le comité de pilotage précité ;
- Informer Entourage des différents dispositifs de droit commun régionaux susceptibles de soutenir l'association dans les domaines des solidarités, de l'inclusion, du numérique, du sport, de l'entreprise ;
- Soutenir l'action d'Entourage en faveur de sa lutte pour l'insertion et contre la grande précarité ; notamment les actions de recherche et développement, ainsi que les actions de terrain de l'association ;
- Participer aux liens que l'association souhaite développer avec les entreprises franciliennes : cet engagement peut se formaliser par la mise en lien de l'association avec les rendez-vous entrepreneuriaux que la Région organise, notamment pour favoriser l'engagement des entreprises, le recrutement inclusif via le programme LinkedOut ;
- Soutenir les publics bénéficiaires de LinkedOut en finançant leur accompagnement dans le cadre des actions expérimentales de sécurisation des parcours
- Promouvoir auprès des Franciliens l'engagement dans la solidarité, notamment en :
 - Contribuant à faire connaître l'application Entourage par les canaux de communication régionale : spots dans les transiliens, en gare, sur les espaces de communication à destination du grand public qui relèvent de la Région, ainsi que dans les différents canaux en ligne (newsletters, réseaux sociaux) adressés aux Franciliens ;
 - Faisant connaître l'association aux jeunes Franciliens, notamment par la conduite d'actions de diffusion et de sensibilisation de l'action d'Entourage ans les lycées ;
 - Envisageant les actions conjointes possibles en faveur de la pratique sportive et de la solidarité, notamment dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 ;
- Apporter son concours aux actions menées par Entourage, notamment en lui mettant à disposition des salles pour la tenue des différentes réunions liées à son fonctionnement, sous réserve de disponibilité et des nécessités du service public ;
- Informer Entourage des manifestations organisées par la Région Île-de-France en faveur de la solidarité, de l'inclusion et de la smart Région solidaire.

- Développer des actions conjointes possibles pour renforcer la création de lien social et de retour à l'emploi dans le cadre du programme « Sport Entourage Sport & LinkedOut » :
 - Organiser une session dédiée aux bénéficiaires LinkedOut, en lien avec Pôle Emploi dans le cadre du dispositif du Stade vers l'emploi ;
 - Promouvoir le programme Entourage Sport en Île-de-France en organisant un événement avec les sportifs de haut niveau Ambassadeurs du sport (champions olympiques / paralympiques) et les bénéficiaires LinkedOut sur une île de loisirs d'Île-de-France ;
- Bénéficier des formations disponibles à l'accompagnement des bénéficiaires LinkedOut.

ARTICLE 3 - Engagements d'Entourage

En contrepartie, Entourage s'engage à :

- Poursuivre et renforcer son action francilienne ;
- Fournir régulièrement à la Région Île-de-France des rapports de son activité et notamment ses données quantitatives et qualitatives qui peuvent contribuer aux différentes politiques publiques régionales ; à transmettre à la vice-présidente en charge des Solidarités des activités conduites au titre du comité de pilotage, de manière à en informer la commission thématique « Action sociale, santé, famille » et/ou le conseil régional réuni en séance plénière.
- Se rendre disponible pour être auditionné sur les questions liées à son champ de compétences, et alimenter les travaux de la Région Île-de-France par la production d'expertises et de propositions liées à la connaissance de terrain et à l'existence du réseau Entourage, afin de porter à connaissance les bonnes pratiques ;
- Informer la Région Île-de-France de ses projets d'événements et manifestations en lien avec la présente convention et si nécessaire le consulter et l'associer ; et s'associer aux projets, événements et projets régionaux relatifs à son secteur d'activités ;

ARTICLE 4 – Communication

Les deux parties s'engagent à s'informer mutuellement des projets de manifestations qu'elles organisent et des projets de communication entrant dans le champ de la présente convention, et à s'entendre préalablement à toute diffusion par l'une ou par l'autre sur le contenu du message.

Entourage s'engage à communiquer sur le soutien et/ou la participation financière de la Région et assurer la présence du logo de la Région sur l'ensemble des supports d'information et de communication traitant des actions soutenues par la Région Île-de-France.

La Région Île-de-France s'engage à communiquer sur les actions d'Entourage soutenues par la Région via le portail internet de la collectivité régionale.

ARTICLE 5 – Clause éthique

Entourage s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

ARTICLE 6 – Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans.

Elle prend effet le jour de sa signature par les parties.

Tout avenant à cette convention devra être soumis au vote de la commission permanente de la Région Île-de-France.

ARTICLE 7 - Litige

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Paris, le
En deux exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France

Valérie PECRESSE
Présidente de la Région Île-de-France

Pour Entourage

Jean-Marc POTDEVIN
Président d'Entourage